

Questions orales

● (1130)

M. Young: Madame le Président, je voudrais simplement dire au ministre de l'Énergie que je suis ici depuis quelque temps déjà.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Vous êtes difficile à voir, c'est tout.

LES PAIEMENTS DE TRANSFERT AUX PROVINCES

M. Neil Young (Beaches): Madame le Président, j'ai une question supplémentaire à poser au même ministre. Je n'arrive pas à comprendre comment le gouvernement peut affirmer que le régime d'assurance-maladie ne sera pas touché par une réduction des paiements de transfert de l'ordre de 5.7 milliards sur les cinq prochaines années. Quand donc les ministres vont-ils cesser de leurrer le public en ce qui concerne l'avenir du régime d'assurance-maladie? Qu'ils disent la vérité pour une fois; la réduction des paiements de transfert va sérieusement menacer le régime, et le gouvernement ontarien a même déclaré qu'il s'ensuivra une réduction du nombre de lits d'hôpital d'ici deux ou trois ans.

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, je suis ravi de constater que le député de Beaches est ici. J'aurais dû dire que le député de Vancouver-Kingsway était absent.

Des voix: Oh, oh!

M. Lalonde: Mon collègue commet une grave erreur en disant que les paiements au chapitre de l'assurance-maladie vont diminuer. Qu'il se donne la peine d'examiner les chiffres rendus publics et qui sont à la portée de tous. Il constatera qu'au cours des cinq prochaines années, les paiements que le gouvernement fédéral versera aux provinces au titre de l'assurance-maladie augmenteront sensiblement chaque année. Qu'il se donne la peine d'examiner les chiffres et il verra bien que la participation fédérale va continuer de progresser sensiblement au cours des cinq prochaines années.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU MINISTRE DE L'ÉNERGIE DE
NOUVELLE-ZÉLANDE

Mme le Président: J'ai l'honneur de signaler à la Chambre la distinguée présence dans notre tribune de l'honorable William Birch, ministre de l'Énergie de Nouvelle-Zélande.

Des voix: Bravo!

* * *

L'ÉCONOMIE

LES DONNÉES STATISTIQUES—LA PRÉSENTATION D'UN
NOUVEAU BUDGET

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, j'ai attendu aussi longtemps que possible pour poser ma question, parce que j'espérais que le ministre des Finances

serait présent. Je peux peut-être la poser au ministre de l'Énergie qui, d'après les rumeurs, sera bientôt ministre des Finances.

M. Smith: Il le sera bien avant vous, Mike.

M. Wilson: Le plan économique du ministre des Finances est un vrai fiasco à l'heure actuelle. C'est du moins ce qui ressort des documents d'information destinés au Sommet de Versailles, selon lesquels le taux de croissance du revenu national est de moins ½ p. 100 et non de 2.2 p. 100, comme on le prévoyait. Le budget prévoyait un taux de chômage de 7.8 p. 100, on l'estime aujourd'hui à 9.2 p. 100 pour l'année et, comme le ministre le sait, il s'élève actuellement à 9.6 p. 100. Autrement dit, il y a actuellement 200,000 chômeurs de plus que le gouvernement n'en prévoyait à l'époque du budget.

Comme le plan économique du ministre s'est révélé tout à fait irréaliste et que bon nombre des membres du cabinet et du caucus l'exhortent à formuler un nouveau plan économique et un autre budget, le ministre de l'Énergie pourra-t-il nous dire si le gouvernement a l'intention de faire des propositions en ce sens peu après le Sommet de Versailles?

[Français]

L'hon. Pierre Bussières (ministre d'État (Finances)): Madame le Président, les chiffres auxquels se réfère le député, qui ont été publiés hier dans un document de renseignements généraux en vue de la préparation du Sommet de Versailles, n'originent pas du ministère des Finances. Ce sont des chiffres qui originent d'une étude du Fonds monétaire international. Le député est suffisamment habitué à voir régulièrement divers organismes établir des prospectives et publier des chiffres pour connaître la valeur relative qu'il faut attacher à de telles statistiques. J'aimerais lui rappeler que la meilleure façon d'infléchir les taux d'intérêt, les taux de chômage, c'est, comme l'a indiqué le premier ministre hier dans sa conférence de presse, de rétablir un climat de confiance et pour rétablir un tel climat il faut absolument dissiper les incertitudes créées par les hauts niveaux d'inflation. J'invite le député à appuyer les efforts que poursuit le gouvernement afin de réduire ces pressions de même que les attentes inflationnistes qui causent ce climat d'incertitude.

[Traduction]

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, le ministre doit comprendre que, comme aucune mesure budgétaire n'a été présentée depuis six mois, les Canadiens ne savent pas où ils en sont. Il doit comprendre aussi que l'irréalisme total de son plan économique sape plus que toute autre chose la confiance des Canadiens dans leur gouvernement et la crédibilité de celui-ci. Je pose à nouveau ma question: le gouvernement envisage-t-il de formuler un nouveau plan économique afin de redonner aux Canadiens confiance dans leur économie et de présenter un nouveau budget en vue de supprimer certains programmes désastreux mis sur pied en novembre dernier et qui sont à l'origine d'une partie des problèmes que nous connaissons aujourd'hui?